

**Nations unies - Le renforcement du
multilatéralisme et le rôle des
Nations unies - Intervention du
représentant permanent de la
France auprès des Nations unies -
Conseil de sécurité**
(New York, 09 novembre 2018)

Monsieur le Président,

Je souhaite pour commencer exprimer à la présidence chinoise du Conseil de sécurité les remerciements appuyés de la France. Votre initiative de réunir le Conseil sur la question du multilatéralisme et de mobiliser, au-delà de ce Conseil, l'ensemble des Etats membres dans la défense des Nations unies est particulièrement bienvenue dans le contexte des menaces qui pèsent sur le système multilatéral. Je veux également remercier l'ensemble des intervenants, à commencer par le secrétaire général des Nations unies, pour son engagement de tous les instants et les perspectives importantes qu'il vient de tracer, et qui doivent inspirer nos travaux.

Monsieur le Président,

L'ordre international qui s'est construit sur la volonté de tourner le dos aux horreurs de la première moitié du XXème siècle, et qui s'est consolidé sur plus de 70 ans, ne doit pas être pris pour acquis. Ce serait une lourde erreur. Comme cela a été évoqué par le secrétaire général, les vents contraires n'ont sans doute jamais été aussi forts depuis le lendemain de la seconde guerre mondiale. Or cet édifice fragile, avec en son centre l'organisation des Nations unies, est plus que jamais indispensable face aux grands défis de notre temps ; mais il doit évoluer et se réformer en profondeur s'il veut pouvoir y répondre, et faire face aux critiques voire aux attaques dont il est l'objet.

1. Monsieur le Président,

Le socle du multilatéralisme, c'est le droit international. Son ADN, c'est la règle de droit, par opposition à la loi du plus fort et à la loi de la jungle. Le respect du droit est au fondement de la charte des Nations unies, avec au premier rang les droits de l'Homme - et nous célébrons dans un mois les 70 ans de la déclaration universelle des droits de l'Homme - le droit international humanitaire et, plus largement, toutes les obligations nées des traités et des autres sources du droit international, et en particulier les résolutions de ce Conseil.

La pratique du multilatéralisme, c'est l'approche collective des crises comme des grands enjeux mondiaux. Comme le rappelle la note diffusée par la Présidence, l'approche collective et coopérative en vue du règlement pacifique des différends est l'essence même des Nations

unies. Notre engagement repose sur la conviction profonde qu'une réponse collective à nos problèmes communs est plus pertinente, dans l'action, qu'un ensemble de réponses unilatérales disparates - ou pour le dire autrement que la juxtaposition des nationalismes ne peut conduire, face aux défis globaux d'aujourd'hui, qu'à un désastre collectif. Pour la France, au coeur du multilatéralisme, il y a donc la conviction, fondée sur l'expérience, que le tout est plus que la somme des parties.

Enfin, l'enjeu du multilatéralisme, c'est son efficacité, sa capacité à apporter des réponses concrètes aux crises et aux grands problèmes planétaires. C'est plus vrai encore dans un monde devenu multipolaire, qui est par définition plus complexe à organiser. La multipolarité rend donc le multilatéralisme plus nécessaire encore, et cela au moment même où le retour de la logique de puissance fragilise ses fondamentaux. Ne nous y trompons pas : dans ce monde multipolaire, l'alternative au multilatéralisme c'est le retour aux zones d'influences dont l'histoire nous enseigne les lourds dangers.

Monsieur le Président,

2. Le multilatéralisme et les Nations unies sont aujourd'hui à la croisée des chemins. Les menaces qui pèsent sur le cadre international dont nous sommes les héritiers doivent être prises très au sérieux - ce sera mon deuxième point.

Ces menaces se nourrissent dans certains cas de nos échecs. Mais ceux-ci sont moins l'échec du système que celui de ses membres : leur incapacité à s'unir au Conseil de sécurité, ou leur absence de mobilisation autour de sujets comme les violations des droits de l'Homme - y compris les droits des femmes et des enfants -, l'impunité des crimes les plus graves, l'absence de représentation et de participation des femmes dans les processus politiques, mais aussi les dérèglements climatiques ou les famines, qui sont étroitement liés aux questions de paix et de sécurité et préparent les crises de demain. Dans le même esprit, le monde observe l'attitude de chacun des membres du Conseil sur la Syrie, et les entraves ou l'appui qu'ils apporteront à un traitement du conflit syrien dans le cadre que nous nous sommes donnés collectivement, à travers la résolution 2254 et le communiqué de Genève.

Mais ces menaces sont alimentées aussi par une contestation plus fondamentale : contestation des principes juridiques et politiques du multilatéralisme au nom de la souveraineté nationale ; contestation des institutions et du fonctionnement des Nations unies, y compris de la négociation et de la pratique du compromis ; mais aussi contestation des accords signés, tels que l'accord de Paris sur le climat ou l'accord de 2015 sur le nucléaire iranien.

3. Face aux risques qui pèsent sur le multilatéralisme, Monsieur le Président, un sursaut collectif est nécessaire, autour de quelques grands axes - ce sera mon troisième point.

Tout d'abord, comme l'a rappelé le Président Macron à l'Assemblée générale des Nations unies, le principe de souveraineté des Etats n'est contradictoire ni avec l'universalité de nos principes et des exigences de l'Etat de droit, ni avec l'exercice d'un multilatéralisme efficace. Ce point est absolument fondamental, et il est au coeur de la charte des Nations unies. L'égalité souveraine des Etats est au fondement de l'Organisation des Nations unies - c'est même le

premier principe rappelé par sa charte. Mais la charte rappelle avant cela les buts des Nations unies : le maintien de la paix et de la sécurité internationales, l'action en faveur de la paix, de la coopération et du respect des droits de l'Homme. C'est dire qu'il n'y a pas contradiction entre le respect des souverainetés et la mise en oeuvre effective de nos principes. Pour le dire plus clairement, le respect de la souveraineté des Etats ne signifie pas livrer le peuple syrien au bon vouloir du régime, ou se désintéresser du sort des Rohingyas en Birmanie.

Deuxième axe, Monsieur le Président : favoriser et renforcer les coopérations régionales, qui sont un échelon essentiel du multilatéralisme, et dont la Charte, dans son chapitre VIII, a d'emblée prévu la dimension complémentaire de l'action des Nations unies. Le renforcement des liens des Nations unies avec l'Union européenne et l'Union africaine, l'action en faveur du soutien aux opérations africaines de paix, ou encore le déploiement de la force du G5 Sahel et son articulation avec l'action de la MINUSMA, démontrent chaque jour le caractère incontournable de cette dimension régionale et sous-régionale. Je veux saluer l'engagement du secrétaire général sur ces différents volets.

Troisième axe : s'agissant des grands enjeux de notre avenir commun, c'est le système des Nations unies - et avec lui chacun d'entre nous - qui doit apporter les réponses appropriées : qu'il s'agisse des inégalités économiques et sociales, de l'égalité entre les femmes et les hommes, du développement durable, de la protection de l'environnement et de la lutte contre le changement climatique, des enjeux liés à l'éducation, à la santé ou aux migrations, de l'intelligence artificielle, des réseaux sociaux et de la cyber sécurité, nous devons continuer d'inventer ensemble les modes de régulation et de coopération et les règles de droit qui assureront un meilleur avenir à nos sociétés. Pour réussir, le multilatéralisme auquel nous croyons plus que jamais doit être un multilatéralisme créatif, ouvert aux acteurs de la société civile, branché sur les révolutions technologiques en cours, et qui se réinvente en permanence. C'est ce que nous avons fait ensemble avec l'agenda 2030 et la révolution silencieuse des objectifs du développement durable. C'est aussi l'objectif que la France poursuivra en axant sa présidence du G7 en 2019 sur la lutte contre les inégalités. À l'inverse, chacun voit bien qu'en revenir au chacun pour soi dans ces différents domaines, c'est baisser les bras et préparer les crises de demain.

Quatrième axe : c'est la capacité du système à évoluer qui déterminera son efficacité face aux défis de ce siècle. Les institutions multilatérales ont l'obligation de se réformer et, dans de nombreux cas, le font. Mais nous ne pouvons accepter que leur légitimité ou leur financement soient remis en cause au nom d'une approche idéologique : le Conseil des droits de l'Homme, la Cour pénale internationale, ou encore l'UNRWA et l'UNESCO jouent un rôle indispensable, que nous devons protéger et renforcer.

Pour que le cadre de notre action conserve sa légitimité dans la durée, nous devons le faire évoluer et l'adapter. Je veux donc redire ici le soutien de la France à la triple réforme engagée par le secrétaire général des Nations unies : réforme de l'architecture de paix et de sécurité, du développement et de l'administration des Nations unies. Nous défendons aussi l'élargissement du Conseil de sécurité dans les deux catégories de ses membres, pour que sa composition reflète les équilibres du monde contemporain, reste légitime aux yeux de tous et se renforce comme lieu de concertation et non d'obstruction. Dans le même esprit, la France porte, avec le Mexique, l'initiative, désormais soutenue par 101 Etats membres et qui pourrait être mise en oeuvre sans délai, d'une suspension de l'usage du veto en cas d'atrocités de masse. Nous appelons tous les membres des Nations unies - en particulier les quatre autres membres

permanents du Conseil de sécurité - à rejoindre notre initiative.

Monsieur le Président,

Face à la multiplication des crises et des défis planétaires, nous n'avons tout simplement pas le droit de céder à la tentation du repli et de l'unilatéralisme. Les générations suivantes ne nous le pardonneraient pas, et elles auraient raison. Le multilatéralisme est un bien commun dont les effets positifs ne sont pas toujours suffisamment perçus et expliqués. Critiquer l'ONU, ce qu'on appelle ici le "UN bashing", garantit souvent un succès d'estrate ; c'est tellement plus facile que de travailler à son renforcement ; et c'est le contraire de l'approche exigeante et humaniste de la France. C'est un réengagement en faveur des Nations unies et d'un multilatéralisme rénové et exigeant que la France appelle tous ses partenaires, en travaillant de conserve avec ce que le Ministre français des Affaires étrangères, M. Jean-Yves Le Drian, a qualifié les "puissances de bonne volonté". Cet engagement est au coeur de l'identité et de l'action de la France. C'est pourquoi le Président Macron accueillera dans deux jours, à Paris, le Forum de Paris sur la paix, qui rassemblera tous les acteurs de la gouvernance mondiale - gouvernements, institutions, acteurs de la société civile, citoyens - pour débattre des grands enjeux mondiaux et inventer ensemble des réponses collectives. C'est le défi de notre génération.

Je vous remercie./.